Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1979)
Heft: 488

Rubrik: Courrier

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Siehe Rechtliche Hinweise.

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. Voir Informations légales.

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. See Legal notice.

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

J.A. 1000 Lausanne 1

Hebdomadaire romand
N° 488 15 février 1979
Seizième année

Rédacteur responsable:
Laurent Bonnard

Le numéro: 1 franc
Abonnement
pour une année: 48 francs.

Administration, rédaction:
1002 Lausanne, case 2612
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1
Tél. 021 / 22 69 10
C.C.P. 10-155 27

Imprimerie Raymond Fawer S.A.

Ont collaboré à ce numéro:
Rudolf Berner
Jean-Daniel Delley
René Duboux

488

Domaine public

Responsables et irresponsables

Presque tous les gouvernements sont favorables à l'énergie nucléaire, à l'Est comme à l'Ouest, et avec eux les experts officiels. Parallèlement, le refus de cette forme d'énergie s'exprime le plus clairement dans les milieux en opposition avec les pouvoirs établis.

Rien à voir avec un antagonisme tout simple, tout clair, entre la gauche et la droite. Les responsables à gauche — voyez Olof Palme en Suède, Kreisky en Autriche, Schmidt en Allemagne, Willi Ritschard en Suisse — se sont engagés sans équivoque pour l'énergie nucléaire. En bref, d'un côté ceux qui ont des responsabilités, dans les gouvernements, dans l'administration, dans l'économie, et puis les autres — une majorité "simple" des délégués au dernier congrès de l'Union syndicale suisse à Lugano, les congressistes du Parti socialiste suisse à Bâle, mais également les jeunes dans leur grande majorité, les organisations écologiques, les experts sans mandat officiel.
Cette ligne de partage esquissée par la "Neue Zürcher Zeitung" il y a un moins est bien réelle. Mais plutôt que d'opposer les "responsables" aux "irresponsables", elle définit surtout deux visions de l'avenir.

L'une, apparemment novatrice, dynamique — plus d'énergie pour plus de progrès —, mais en fait essentiellement conservatrice: pas de remise en question des rapports de pouvoir, ni des modes de production, pas de frein à la centralisation liée à l'énergie nucléaire; en gros, un avenir calqué sur le présent.

L'autre apparemment plus craintive, moins ambitieuse, qui s'interroge sur nos idées reçues, qui cherche d'autres voies, dont Willi Ritschard dit de ses partisans "qu'ils sont moins préoccupés par l'énergie nucléaire que par un nouvel ordre social".

Le conseiller fédéral ne croit pas si bien dire: l'énergie nucléaire n'est plus un problème technique, c'est un objet politique. Et c'est le grand service qu'ont rendu à notre société les opposants à l'atome que d'avoir montré qu'aux contraintes définies par les spécialistes, on peut substituer des choix, qu'à l'équation simpliste des technocrates — pétrole rare et cher, donc nucléaire — il est possible de préférer d'autres voies, des économies, la décentralisation, la priorité à l'usage des énergies renouvelables, d'autres modes de production, menant vers une société plus démocratique.

Faut-il rappeler que cette recherche d'une alternative est indispensable? Le programme esquissé dans cette perspective restera valable bien sûr quel que soit le résultat du scrutin du 18 février. Mais l'élan vers un changement de cap sera plus fort si un "oui" sortait des urnes.

COURRIER

Une chose après l'autre: d'abord «oui» le 18!

DP 482: sur près de quatre pages, et sur la base d'un travail de défrichage législatif dû à Iurg Barblan, nous examinions la portée exacte de la loi atomique révisée (arrêté du 6 octobre 1978); le débat pourrait se poursuivre, car un texte comme celui que nous tentions d'éclairer est sujet à de nombreuses interprétations; Iurg Barblan lui-même nous a ensuite écrit pour nous reprocher (gentiment) une trop grande crédulité, un "a priori" favorable au Conseil fédéral qui sera chargé de faire appliquer cet arrêté (en cas de refus de l'intitiative, puis de refus du référendum), une confiance exagérée dans les prévisions des experts; cette discussion sera rouverte au lendemain du 18 février; le rendez-vous est d'ores et déjà pris.
Le plus important n'est pour le moment pas

SUITE ET FIN AU VERSO

COURRIER

Une chose après l'autre : d'abord « oui » le 18 !

là. On doit se rendre compte que, quelle que soit la marge de manœuvre laissée aux autorités compétentes par l'arrêté révisé, ce dernier ne peut en aucun cas être tenu pour un "contre-projet" opposable à l'initiative "pour un contrôle démocratique du nucléaire". Un coup d'œil, même superficiel sur les deux textes permet de le constater. Il n'était pas question pour nous, en publiant l'analyse parue dans DP 482, d'opposer l'initiative au référendum, mais seulement de clarifier autant que possible des enjeux importants pour la suite des événements (et aussi de répéter notre scepticisme face au lancement du référendum).
Cela dit, une fois de plus: le "oui" à l'initiative s'impose.

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

L'éternel recommencement de l'histoire

Vingt professeurs d'Université de Berne, Fribourg, Genève, Neuchâtel et Lausanne s'élèvent contre l'enseignement de l'histoire, tel qu'il est conçu actuellement dans les écoles secondaires (TLM du 7 février), qui néglige les faits au profit d'une réflexion globale et d'une approche thématique.
"L'histoire traditionnelle, avec son cortège de dates et d'évènements, sombrait peut-être dans le détail, mais on est en train de tomber dans l'excès inverse sous prétexte de faire de l'histoire "nouvelle vague", privée de son "squelette", qui convient très bien à un adulte, mais pas à un enfant de onze ans!"
Et sans doute peut-on penser en effet qu'au lieu de parler aux élèves de la campagne d'Italie, de Lodi, d'Arcole et de Marengo, il vaut mieux aborder le thème (cité par TLM) "De l'énergie animale à l'énergie atomique", puisqu'en ces mêmes dernières années du XVIIIe siècle, qui voient Bonaparte "s'illustrer" dans des batailles, dont le profit pour l'humanité en général et la France en particulier est somme toute discutable, dans ce même nord de l'Italie, le comte Allessandro Volta, professeur de physique à l'Université de Pavie, procède à des travaux qui l'amèneront en 1800 à construire la première pile électrique!
Mais il est bien vrai qu'il y a des limites à respecter, et que les professeurs d'histoire ne sont pas les seuls qui aient à se plaindre: maître de français et de littérature française, j'ai de plus en plus de peine à aborder des textes comme *La Chartreuse de Parme,* de Stendhal. Des explications de plus en plus longues sont nécessaires. A peine les élèves (récemment, une classe de "sur-doués", jeunes gens et jeunes filles intelligents, ouverts et fort bien disposés) connaissent-ils la bataille de Waterloo, à laquelle Fabrice del Dongo prend part. Ne parlons pas du Maréchal Ney, qui apparaît dans le roman! Ne parlons pas de la situation politique de l'Italie au début du XIXe siècle, du "Risorgimento", de la puissance temporelle du Saint-Siège...
(Nos élèves ne sont pas les seuls à ignorer tout cela! Je lis dans le supplément du *Magazine littéraire* d'octobre 1978, consacré à la Littérature suisse romande, cette phrase magnifique: "La Suisse entre dans les lettres avec *La Nouvelle Héloïse* de Rousseau." Comment un écrivain *genevois* — et Genève ne fait pas encore partie de la Confédération — peut-il faire entrer dans les lettres un pays de *langue allemande* — si l'on excepte les *sujets* vaudois de MM. de Berne? Voilà un tour de force bien étonnant!)
... De plus en plus de peine à lire *L'Education sentimentale* — les événements de 48 sont ignorés — *La Débâcle de Zola* — la guerre de 70... — *l'Espoir* de Malraux — la guerre d'Espagne... — *Quatre-vingt-treize* de Victor Hugo, etc. Avec cette tendance propre aux Suisses et en tout cas aux Vaudois, encouragée, renforcée, de se sentir en marge de l'Histoire, au "balcon de l'Europe", spectateurs *neutres* et non concernés — lisez la plupart de nos romans romands!

* * *

A propos de Stendhal, vous connaissez *Vanina Vanini?*
"Grâce à un passeport acheté dans une ambassade étrangère, (Missirilli) arriva dans sa famille. Ce fut une grande joie; on le croyait mort. Ses amis voulurent célébrer sa bienvenue en tuant un carabinier ou deux (c'est le nom que portent les gendarmes dans les Etats du pape)."
"(Vanina) apportait deux mille sequins. Ce secours imprévu servit merveilleusement à accréditer Missirilli dans sa nouvelle dignité (de chef de... d'une brigade rouge?! — J.C.) on fit fabriquer des poignards à Corfou; on gagna le secrétaire intime du légat, chargé de poursuivre les carbonari..."
Ca ne vous rappelle rien? Dans un livre récent, Sciascia parlait de l'aspect "mafioso" de l'affaire Moro — il aurait pu dire aussi "de l'aspect carbonaro"...
Après tout, ceux qui veulent en finir avec notre héritage classique ont bien raison: ces livres sont dangereux, et M. Abravanel, Stendhalien numéro un de notre pays, est assurément coresponsable du terrorisme!

J.C.

RECU ET LU

Le ghetto scientifique

L'information dite scientifique est, à n'en pas douter, le parent pauvre de la presse quotidienne helvétique dans son ensemble: pour les remarquables et régulières chroniques de J.-J. Daetwyler paraissant dans le quotidien romand "24 Heures", pour quelques spécialistes s'exprimant à tour de rôle dans le "Journal de Genève", pour les grandes démonstrations hebdomadaires et couvrant plusieurs pages de la "Neue Zürcher Zeitung", combien de "services de presse" de grandes entreprises faisant office, presque partout ailleurs, de "points de vue" scientifiques?